



La CGT des établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche

Pour un Service public national d'Enseignement supérieur et de Recherche, laïque, démocratique et émancipateur

Rapport d'actualité

Conseil National de l'Union CGT FERC Sup

3-5 novembre 2021, Paris XXè

Bonjour et bienvenu à toutes et à tous à ce deuxième Conseil National de l'Union en 2021. Le premier s'était tenu en février et en visio. C'est évidemment avec grand plaisir que nous renouons avec nos CNU en présentiels, en particulier pour ce premier CNU depuis notre congrès extraordinaire de juin.

De nombreuses situations de violences, de harcèlement et d'agressions sexuelles et sexistes sont dénoncées dans l'ESR. Certaines font l'objet d'enquêtes et d'une importante médiatisation. Elles nous rappellent que l'égalité des droits entre les femmes et les hommes est un combat universel contre les forces conservatrices, qui se décline dans notre quotidien, dans la sphère privée, professionnelle et militante.

Ce CNU est donc l'occasion de rappeler que notre union, comme toute la CGT, sont totalement impliqués dans la lutte contre toutes les formes de discriminations et de violence.

Comme ce fut le cas en juin, nous souhaitons que ces trois jours de travail soient donc riche d'échanges et de débats, parfois vifs car heureusement nous ne sommes pas toujours d'accord, mais toujours dans le respect de chacune et chacun. Quand à l'after, chacun est libre de faire ce qu'il veut, où il veut avec qui il veut, dès lors que tous les parties sont consentantes ! Simplement, nous le rappelons, le mot d'ordre : « No means no », « Non, c'est non ».

Pour reprendre le fil, il s'agit néanmoins de ne pas oublier que le CNU en visio en mars avait permis à de nouveaux camarades de participer. La direction nationale doit garder cet élément en mémoire, en particulier pour l'animation des collectifs de travail de la FERC Sup, qui peuvent utilement profiter de ce nouvel outil pour dynamiser leur activité, par exemple en alternant réunion en visio et réunion à Montreuil.

L'actualité de cet automne 2021 reste marquée par la pandémie et la crise environnementale mais elle est également tournée vers la lutte... Même si les médias dominant préfèrent gloser sur le phénomène Zemmour, la mobilisation du 5 octobre renoue avec les journées de mobilisation nationale, et dans notre secteur de nombreuses luttes sont menées, je citerais :

- la lutte victorieuse des agent-es de service externalisées de Sorbonne – Université : 10 jours de grève à près de 100 %, un bruit d'enfer en pleine rentrée, une direction inquiète et finalement la victoire sur une grande partie des revendications ;
- la mobilisation éclair de la CGT – CROUS le 18 octobre 2021, après une première menace de grève de la faim au CROUS de Grenoble en septembre. Là encore, il s'agissait de dénoncer un mépris de la direction (en l'espèce le ministère de l'ESR) depuis deux ans, qui laissait des travailleuses et travailleurs « premiers de corvées » très sollicités depuis un ans et demi se bercer de quelques promesses maintes fois répétées mais jamais exécutées. Là encore, le MESR a enfin lâché sur quelques revendications importantes : une prime de 400€ pour toutes et tous en 2021, près de 300 postes supplémentaires mis au pot de la titularisation, l'ouverture de négociations sur le régime indemnitaire des agent-es des CROUS, etc.

Ces deux exemples peuvent nous inspirer, nous rappeler que, au-delà des calendriers invraisemblables imposés par nos directions, que ce soit par la multiplication des instances ou, pire, des « groupes de travail », par les élections des conseils, que sais-je encore, l'activité syndicale doit être tournée vers la construction du rapport de force. Notre démarche revendicative commence toujours par la bataille des idées puis par la construction de revendications avec les collègues, avant de mobiliser pour pouvoir négocier.

La bataille des idées, justement... Que devient la Grèce, six ans après les remèdes de cheval imposés par la troïka (UE, banque mondiale, FMI) au mitan de la décennie ? Ces remèdes auraient-ils portés leurs fruits ? Sans doute, puisque le *Monde Diplomatique* nous apprend que ce petit pays vient d'acquérir 24 avions de combat, 3 frégates, mais aussi des F-35 états-uniens, des hélicoptères, le tout saupoudré de drones, torpilles, missiles et autres armes propices à des feux d'artifices meurtriers. Dassault participe à la fête... La

part des crédits militaires de la Grèce est passé de 2,46 % du PIB en 2015 à 2,79 % en 2020. Le taux le plus élevé de toute l'union européenne ! La dette dans le même temps est passée de 177 % du PIB à 205 %. Mais personne pour questionner cette dette. Il est vrai que la Grèce a baissé le SMIC, les salaires et les retraites Grecs, a porté l'âge de la retraite à 67 ans, a coupé dans les dépenses de santé, etc. Il est temps maintenant d'enrichir le lobby militaro-industriel ! Et pourtant où est l'ennemi qui justifie une telle dépense ? Cuba est loin... La Corée du Nord également... Alors quoi ? Et bien la Grèce se sent menacée par la Turquie, vieille histoire autour de Chypre. Grèce et Turquie sont pourtant membres de la même alliance militaire, l'OTAN. Mais alors à quoi sert l'Alliance Atlantique ?

Heureusement, nos gouvernement pensent à nous en ce moment, réunis qu'ils sont à Glasgow pour la 26^e *Conference Of the Parties*, la COP26, la conférence des États signataires de l'accord établi à Rio de Janeiro en 1992. Et nos médias continuent de nous rassurer : on va voir ce qu'on va voir, cette COP26 va prendre plein de bonnes décisions pour maintenir le réchauffement sous la barre des 1,5°C, seuil fatidique au-delà duquel les « basculements brutaux » vont se multiplier. Pourtant, [le rapport du GIEC de cet été](#) a montré que le réchauffement en 2020 est déjà de 1,1°C. La dernière décennie est la plus chaude depuis 10 000 ans, sans doute depuis 100 000 ans. Pourtant, l'inertie du système climatique est tel que 85 % de la chaleur supplémentaire produite par l'excès de CO2 et de méthane a pour l'instant été absorbé par les océans ; même si nous arrêtons aujourd'hui toutes nos émissions anthropiques de CO2 et de CH4, les 1,5° seront atteints au plus tard en 2040. Les promesses de neutralité carbone en 2060 de la Russie et de la Chine, en 2070 de l'Inde pèsent donc bien peu. La France fait pire encore : l'inaction de Macron, qui lui vaut deux condamnations par le Conseil d'État et par le tribunal administratif de Paris, est évidente : dans notre secteur, nos locaux universitaires sont toujours aussi mal isolés, mal chauffés en été, mal refroidis en hiver, même les plus récents (10 ans) n'échappent pas à cette règle, et toujours aucun travaux sérieux en vue. Sans parler des millions de logements privés à rénover d'urgence, de la nécessaire baisse du temps de travail, du re-développement des territoires et d'une agriculture moins gourmande en énergie, du développement des transports en commun, etc...

Pendant ce temps-là, les petites dictatures pétrolières continuent à mener grand train en toute discrétion. Comme par exemple la Guinée-Équatoriale, plus de 50 ans de dictature absolue. A noter la condamnation de Teodorin Obiang à 3 ans de prison avec sursis en France dans le procès des « biens mal-acquis ». Et 30 millions d'€ d'amende. Une paille pour une fortune personnelle évaluée à 600 Md€. La résistance, à l'intérieur ou à l'extérieur, n'a jamais cessé, et continue, sous le regard indifférent de l'ancienne puissance coloniale, l'Espagne...

Autre pays qui lutte pour sa liberté, le Soudan. La CGT nous informe que le processus de transition, en place depuis 2019, après des décennies de dictature violente (on se rappelle qu'Alain Souchon y avait consacré une chanson à l'orée des années 90...), vient d'être brutalement interrompu par un coup d'état : arrestation du conseil de souveraineté, occupation des locaux de communication, répression dans le sang des manifestations de protestation... Ces faits tragiques ont été confirmés par les forces syndicales sur place...

Parfois, des luttes un temps médiatisées reviennent à notre connaissance. Ainsi des zapattistes du Chiappas, cette région mexicaine pauvre et isolée. Ils ont eu leur heure de gloire à l'époque du sous-commando Marcos, cette figure médiatisée mais anonyme, afin de ne pas diluer le collectif. Alex nous présentera leur déplacement en France ce mois-ci.

Ces quelques réalités internationales nous rappelle l'importance de la solidarité entre travailleur-ses de tous les pays, de tous les continents. C'est une fenêtre syndicale qui peut sembler bien éloignée du carreau cassé, mais qui prend vraiment du sens à l'entrée de cette campagne électorale présidentielle. Car nous assistons depuis plusieurs mois à l'aboutissement d'un processus politique et industriel qui vise à diffuser et propager les idées d'extrême-droite dans ce pays. Les intérêts cyniques de Macron et de quelques autres ont rencontré la stratégie industrielle de quelques patrons, Vincent Bolloré en tête. D'un côté, c'est l'idée sinistre que les institutions de la V^e République, construite pour laminer les partis politiques et empêcher le parti communiste, premier parti de France au sortir de la guerre, de prendre le pouvoir par les urnes, garantisse l'élection dans un fauteuil du candidat au second tour si il est face à l'extrême-droite. D'où les interviews accordées par Macron à la presse d'extrême-droite. De l'autre côté, c'est l'utilisation du populisme et des idées démagogiques (ah ! le bouc émissaire !) pour vendre de la publicité à bon compte. Le succès de Cnews, après le désastre d'iTélé, est venu hélas confirmer à Bolloré qu'il y avait là de l'argent à se faire. D'autant plus utile que Bolloré n'est plus le bienvenu en Afrique et qu'il se débarrasse donc de son empire néo-colonial. Nous aurons un débat sur l'extrême droite vendredi matin.

La conjonction de ces deux forces rend la campagne nauséabonde. Il nous faudra toute notre énergie pour porter nos propositions, dont la pertinence est encore démontrée par le retour du mot d'ordre : « réindustrialisation » ! Cette idée portée par la CGT depuis plus de vingt ans, à l'époque contre les délires des grands patrons comme Serge Tchruk, fossoyeur d'Alcatel, qui rêvait d'entreprises « sans usine », commence timidement à porter ses fruits. De 2017 à 2019, ce ne sont plus 70 000 destructions d'emplois industriels par an (chiffre en moyenne de 2000 à 2015) mais 23 000 créations. L'année 2020 est venu interrompre cette progression en raison du Covid (53 000 destructions). Mais oui, nos idées, nos propositions, et les luttes menées partout et tout le temps en France pour sauvegarder l'activité industrielle finisse par payer ! Faisons-le savoir : oui, la CGT a raison, la preuve ! Je mentionnerais en ce sens la tribune de Thomas Coutrot aujourd'hui dans *Le Monde* sur la baisse du temps de travail et l'intérêt des arguments développés par la CGT pour les 32h : pour la santé des travailleur-ses, pour l'environnement, pour la démocratie au travail.



Mais il est des sujets ou nous aimerions avoir tort. Ainsi de nos alertes pour danger grave et imminent, accompagnées de nos entrées aux registres, que ce soient les registres SST ou les registres DGI. Nous aimerions que ce soit des fausses alertes, qu'en fait nos employeurs assument leurs responsabilités et assurent leurs obligations de garantir la santé et la sécurité des agent-es dans tous les aspects liés au travail. Mais là encore, nous avons 100 fois raison ! Le scandale du prion infectieux vient nous le rappeler. Le prion est le vecteur de la maladie de la tremblante du mouton, de la maladie de la vache folle, et de la maladie de Creutzfeld-Jacob. Ce vecteur est une protéine, sans ADN ni ARN, donc théoriquement dénué de la capacité de se reproduire. Et pourtant, après une longue période d'incubation, de 5 ans à 50 ans, le prion infectieux contamine le cerveau, et entraîne la mort irrémédiable, sans traitement connu à ce jour, dans un délai d'un an après l'apparition des premiers symptômes.

Après l'épidémie de vache folle des années 90-2000, des financements étaient arrivés pour travailler sur le sujet. C'est ainsi qu'une jeune contractuelle de 23 ans s'est trouvée, en 2010, à découper des cervelles de souris « humanisées » et infectées, à les coller et les décoller, dans des conditions de travail approximatives. Elle s'est coupée. Pas de désinfectant à proximité, il a fallu sortir du labo, enlever bottes et surbottes, trouver la bonne personne. 10 minutes se sont écoulées. Amélie est morte 9 ans plus tard, en juin 2019 de la maladie de Creutzfeld-Jacob. Un avis du CHSCT MESR de novembre 2019 est resté sans réponse. Depuis, un second cas d'agent contaminé a été détecté cet été à l'INRAE. Un moratoire de trois mois, prolongé la semaine dernière. Un second avis du CHSCT MESR, qui pointe la faute inexcusable de la ministre. Les risques biologiques, dans le contexte pandémique que nous connaissons, sont questionnés. Le suivi professionnel et post-professionnel, réservé jusqu'ici aux CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques, dont l'amiante), doit-il être étendu ? Qui est responsable de la mort d'Emilie, qui va payer ? Combien d'autres contaminations au travail par le prion infectieux dans l'ESR ? Quelles mesures prises dans nos établissements ? Nous (FERC Sup), union et syndicats, sommes concernés, comme SNTRS et CGT -INRA. Un Tam Tam va sortir.

Car la sécurité et la santé des agents était le cadet des soucis de Sarkozy et de Péresse quand ils ont lancé les restructurations du secteur en 2007. La note de la cour des comptes sortie fin octobre et intitulée « *les universités à l'horizon 2030* » reconnaît pudiquement « *un paysage institutionnel brouillé* », un « *bilan des ComUE décevant* », un « *taux d'encadrement qui continue à se dégrader* », une « *offre de logement étudiant lacunaire* », un « *déficit de l'offre de restauration* », « *trop de bâtiments inadaptés ou délabrés, une rénovation du patrimoine prioritaire mais que les universités n'ont aucun moyen d'y parvenir* », ...

La cour en conclue-t-elle qu'il faut arrêter d'urgence les restructurations, revenir sur les lois LRU Péresse – Fioraso – Vidal, re-financer massivement le secteur de l'ESR, consolider un statut qui a montré son efficacité pendant plus de 50 ans ? Non, comme tout bon néolibéral, la cour des comptes, et sans doute quelque part son premier Président, l'ex strauss-kahnien Pierre Moscovici, en conclue que « *le système universitaire est resté au milieu du gué* », et que « *tout le potentiel de la loi LRU n'a pas été totalement exploité à ce jour* » ! S'ensuit logiquement une foulditude de propositions à l'horizon 2030 : généraliser et simplifier les recrutements locaux hors statut, développer les ressources propres (en précisant que l'augmentation des droits d'inscription n'y suffira pas) !, faire du CNRS une agence de moyens et dans la foulée, le fusionner avec l'ANR, créer des filiales des universités, immobilières ou de services, pour mieux vendre à la découpe un patrimoine qui aurait été préalablement dévolué comme pour remplacer les CROUS.

Par contre, la cour n'évoque pas les violences sexistes et sexuelles dans le secteur. Voilà pourtant un sujet dramatique qui, hélas, a traversé les époques et les systèmes, s'appuyant indifféremment sur le pouvoir exorbitant accordé par le mandarinat ou aujourd'hui par les appels à projets... Après Centrale-Supélec il y a quelques semaines, c'est l'ENS Lyon qui tient le haut de l'affiche, après un travail de premier ordre assuré par nos camarades de la CGT de l'ENS localement, relayé par l'union en février dernier. Le rapport de l'inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche, peu enclin aux critiques intempestives, dénombre 27 cas de VSS, seul 1 cas a été instruit, les autres restent dans le flou des cas « à instruire ». Le Président de l'ENS, resté des années dans le déni est contraint à un timide mea culpa, car les recommandations de l'IGESR précisent : il faut « *fixer des objectifs au Président de l'ENS en terme de traitement des signalements de VSS* », « *mener une politique de sensibilisation et de prévention* » ou encore « *veiller à l'application du règlement intérieur* ».

De nombreux sujets restent à instruire. Pour cela, les collectifs de travail FERC Sup sont au travail, ils commencent à produire des documents détaillés et circonstanciés sur des sujets variés, en s'adressant soit aux syndicats et syndiqués, soit aux collègues. Après avoir calé les méthodes de travail, nous pourrions envisager d'élargir ces collectifs pour augmenter la voilure. D'autres collectifs pourrions aussi voire le jour, le BN a identifié un collectif « *Plus Jamais ça* » afin de contribuer, dans notre secteur, à ces propositions pour peser plus et mieux sur le débat public. Déjà, quelques collègues syndiqués ont été signataires sur le blog *Médiapart* de propositions ou de corrections alternatives, l'occasion de les inviter à travailler plus directement avec l'union.

Après ce rapide tour d'horizon de l'actualité, place au débat, à commencer par l'état des lieux dans nos établissements. Je nous souhaite un bon Conseil National à tous.

